Loin de l'agenda gouvernemental et du discours médiatique dominant centrés sur les questions sécuritaires, ce sont bien les revendications sociales et leur nécessaire satisfaction qui sont au coeur de cette rentrée sociale.

Mis à mal par les politiques d'austérité et la reprise de l'inflation, les salaires viennent en tête des préoccupations. La prochaine ouverture d'un cycle de réunions au ministère de la Fonction publique sur le système de rémunération appelle une élévation du rapport de force pour exiger des mesures générales à la hauteur du professionnalisme et du sens de l'intérêt général des personnels.

La situation de nos services et établissements nécessite une profonde rupture et des choix budgétaires à la hauteur des besoins de la population, garantissant la qualité des conditions de travail des personnels et celle du service rendu aux usagers. Il est urgent d'arrêter la spirale infernale de la précarisation, de la smicardisation et de la dégradation de la vie au travail !

Des budgets ambitieux dans le cadre des projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale 2022, des créations d'emploi et des recrutements statutaires en grand nombre, des augmentations générales de salaire et de pension, des mesures fortes pour gagner l'égalité entre les femmes et les hommes, des implantations de service public étendues, voilà ce qu'attendent les personnels et ce dont ont besoin les usagers !

C'est tout le sens de notre campagne revendicative « 10% pour la Fonction publique ».

Favorable à une politique de vaccination fondée sur la logique convaincre et non contraindre, la CGT réaffirme son opposition au passe sanitaire et au cortège de sanctions et d'atteintes au droit du travail qui en découle. La CGT est aux côtés des agents et salariés sanctionnés, dont la suspension aggrave les difficultés de fonctionnement des services, notamment à l'hôpital public, et entrave ainsi la réponse sanitaire à la pandémie.

Les organisations de la CGT Fonction publique apportent leur soutien aux luttes en cours et à celles à venir (le 23 septembre dans l'Education nationale et dans l'aide à domicile ; le 28 septembre dans le cadre de la journée mondiale pour le droit à l'avortement ; le 1er octobre à l'appel des organisations de retraités).

Ces processus doivent converger lors de la journée unitaire d'action interprofessionnelle de grève et de manifestations du 5 octobre et trouver de nécessaires prolongements. Partout, débattons de nos conditions de vie et de travail, et mettons en débat avec nos collègues la construction de la mobilisation.

Face à un gouvernement aux ordres du capital qui s'efforce chaque jour de diviser le monde du

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

travail, opposons l'unité de nos intérêts et notre détermination à gagner sur les revendications !

fichiers:
Télécharger 2021-09-17-pour_construire_un_grand_5_octobre.pdf (60.72 Ko)
Télécharger ufse-_communique_-_declaration_commune_-_journee_du_5_octobre_2021-2.pdf (160.66 Ko)
Public: Infos / actions
Luttes 2021
Fonction publique

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank